

Consultation sur une nouvelle stratégie en matière de finance numérique pour l'Europe / un nouveau plan d'action pour les FinTech

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Cette consultation est maintenant disponible dans 23 langues officielles de l'Union européenne.

Pour l'afficher dans votre langue, veuillez utiliser le sélecteur de langue situé en haut de la page.

1. Contexte de la consultation

La numérisation est en train de transformer radicalement le système financier européen et la fourniture de services financiers aux entreprises et aux citoyens européens. Ces dernières années, l'UE et la Commission se sont saisies des enjeux de la numérisation et de l'innovation dans le secteur financier, en adoptant plusieurs mesures horizontales, mises en œuvre principalement dans le cadre de la stratégie pour un marché unique numérique, de la stratégie en matière de cybersécurité et du soutien à une économie fondée sur les données, et en prenant des initiatives sectorielles, comme la directive révisée sur les services de paiement, le récent accord politique concernant le règlement sur le financement participatif et le [plan d'action pour les technologies financières \(FinTech\)](#). Les initiatives du plan d'action pour les FinTech visaient, en particulier, à soutenir le développement d'entreprises et de services innovants dans toute l'UE, par exemple en renforçant la convergence en matière de surveillance, dans le but de promouvoir l'adoption, par le secteur financier, de technologies nouvelles (comme l'informatique en nuage), mais aussi de renforcer la sécurité et la résilience de ce secteur. Toutes les actions prévues dans ce plan ont été menées à bien.

L'écosystème financier ne cesse d'évoluer, puisque l'on voit des technologies passer de la phase d'expérimentation à celle des essais pilotes pour atteindre le stade du déploiement (chaîne de blocs, intelligence artificielle, internet des objets), et de nouveaux acteurs de marché faire leur entrée dans le secteur financier, soit directement, soit par le biais de partenariats avec des établissements financiers existants. Dans cet environnement en rapide évolution, la Commission devrait veiller à ce que les consommateurs européens et le secteur financier puissent tirer parti du potentiel qu'offre la transformation numérique, tout en parant aux nouveaux risques que peut comporter la finance numérique. Le Groupe d'experts chargé d'évaluer les obstacles réglementaires à l'innovation financière, qui a été constitué dans le cadre du plan d'action 2018 pour les FinTech, a mis l'accent sur ces défis dans son rapport publié en décembre 2019.

Dans l'immédiat, la Commission concentre son action sur la lutte contre l'urgence sanitaire que constitue le coronavirus, et sur ses conséquences économiques et sociales. Sur le plan économique, le secteur financier européen doit faire face à cette crise sans précédent en fournissant des liquidités aux entreprises, aux travailleurs et aux consommateurs frappés par une soudaine baisse d'activité et de revenus. Les banques doivent pouvoir rééchelonner

rapidement les crédits en mettant en œuvre des processus rapides et efficaces, qui fonctionnent entièrement à distance. Les autres prestataires de services financiers devront jouer leur rôle de la même façon dans les semaines à venir.

La finance numérique peut aider de plusieurs manières à faire face à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences pour les citoyens, les entreprises et l'ensemble de l'économie. L'on peut en effet s'attendre à ce que la numérisation du secteur financier s'accélère dans le sillage de la pandémie. L'urgence créée par le coronavirus a mis en évidence l'importance des innovations en matière de services et de produits financiers numériques, y compris pour ceux qui ne sont pas des natifs du numérique, puisque pendant le confinement, tout le monde est obligé de recourir à des services à distance. En même temps, dans la mesure où les gens peuvent accéder à distance à leurs comptes bancaires et à d'autres services financiers, et où les employés du secteur financier travaillent à distance, la résilience opérationnelle numérique du secteur financier a pris encore plus d'importance.

Comme l'indique le programme de travail de la Commission, compte tenu de la nature générale et fondamentale des défis qui attendent le secteur financier, la Commission proposera, au 3ème trimestre 2020, une nouvelle stratégie en matière de finance numérique / un nouveau plan d'action pour les FinTech, qui définira un certain nombre de domaines sur lesquels devrait se concentrer l'action publique au cours des cinq prochaines années. Cette initiative comprendra aussi des mesures organisées en fonction de ces priorités. La Commission pourrait également y ajouter d'autres mesures, en fonction de l'évolution des marchés et en coordination avec d'autres initiatives horizontales de sa part, qu'elle a déjà annoncées et qui visent à soutenir davantage la transformation numérique de l'économie européenne, notamment par de nouvelles mesures et [stratégies concernant les données](#), [l'intelligence artificielle](#), les plateformes et la cybersécurité.

2. Répondre à cette consultation et en suivre le déroulement

Se basant sur les travaux menés dans le cadre du plan d'action pour les technologies financières (avec par exemple le laboratoire européen des technologies financières, le «FinTech Lab»), sur les travaux des autorités européennes de surveillance et sur le [rapport publié en décembre 2019 par le Groupe d'experts chargé d'évaluer les obstacles réglementaires à l'innovation financière](#), et compte tenu de la contribution que peut apporter la finance numérique à la gestion de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences, la Commission a défini quatre domaines d'action prioritaires pour favoriser l'essor de la finance numérique dans l'UE:

1. faire en sorte que le cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers soit adapté à l'ère numérique;
2. permettre aux consommateurs et aux entreprises de tirer parti des opportunités d'un marché unique des services financiers numériques à l'échelle de l'UE;
3. promouvoir l'émergence d'un secteur financier fondé sur les données, au profit des consommateurs et des entreprises de l'UE; et
4. renforcer la résilience opérationnelle du système financier de l'UE sur le plan numérique.

C'est dans ce contexte, et conformément aux [principes du programme d'amélioration de la réglementation](#), que la Commission a décidé de lancer une consultation pour recueillir l'avis des parties prenantes sur des mesures de soutien à la finance numérique. Cette consultation fait suite à deux consultations publiques, lancées en décembre 2019, et portant respectivement sur les [crypto-actifs](#) et la [résilience opérationnelle numérique](#).

La présente consultation comporte trois sections, qui correspondent aux domaines prioritaires 1, 2 et 3 décrits ci-dessus. En effet, elle ne reprend pas les questions considérées comme relevant de la résilience opérationnelle numérique, qui sont toutes abordées dans la consultation publique en cours sur ce domaine prioritaire. En revanche, les questions relatives au domaine prioritaire n° 1 vont au-delà de celles posées dans la consultation en cours sur les crypto-actifs, puisque ce domaine couvre une problématique plus large. Par ailleurs, la Commission procédera aussi à

une consultation spécifique sur les services de paiement. Les services de paiement, et les technologies et modèles d'affaires qui y sont associés, sont d'une grande importance pour le tissu financier numérique, mais ils présentent aussi des spécificités qui méritent une attention particulière. Ces considérations font l'objet d'une [consultation sur une stratégie de l'UE en matière de paiements de détail](#), lancée le même jour que la présente consultation. Enfin, sur la question spécifique des services financiers, la Commission soutient également les travaux d'un forum de haut niveau sur l'union des marchés des capitaux, qui devrait aussi se pencher sur les principaux défis du numérique en termes de technologies, de modèles d'affaires et de politiques publiques.

La première partie de cette consultation vise à recueillir des avis sur les moyens de faire en sorte que le cadre réglementaire applicable aux services financiers soit technologiquement neutre et propice à l'innovation, et permette ainsi de parer aux risques de manière proportionnée, c'est-à-dire sans entraver indûment l'émergence et l'essor de nouvelles technologies et de modèles d'affaires innovants, tout en conservant une approche suffisamment prudente en matière de protection des consommateurs. Une évaluation approfondie est déjà en cours sur les crypto-actifs, mais il est nécessaire d'évaluer si le cadre réglementaire de l'UE est adapté à d'autres types de nouveaux services et modèles d'affaires axés sur les technologies numériques. Dans la perspective d'un écosystème financier potentiellement plus complexe - car incluant un éventail plus large d'entreprises, allant des établissements financiers déjà en place aux jeunes pousses (start-ups) ou aux entreprises technologiques comme les «big techs» (géants du numérique) -, la Commission souhaite aussi connaître l'avis des parties prenantes sur d'éventuels défis ou risques contre lesquels il conviendrait de se prémunir.

La deuxième partie du questionnaire porte sur les moyens de remédier à la fragmentation du marché unique des services financiers numériques. La Commission, s'appuyant sur les travaux préparatoires menés dans le cadre du plan d'action pour les FinTech de 2018, a déjà recensé un certain nombre d'obstacles au marché unique des services financiers numériques et souhaite donc avoir l'avis des parties prenantes sur la meilleure façon de les aplanir. En outre, plusieurs questions prospectives visent à obtenir un retour d'expérience des parties prenantes sur d'autres problèmes potentiels, qui pourraient limiter l'approfondissement du marché unique numérique et devraient être réglés au niveau de l'UE.

Enfin, la troisième partie concerne la meilleure façon de promouvoir l'émergence d'un secteur financier fondé sur les données qui soit bien réglementé, en s'appuyant sur les cadres horizontaux actuellement applicables aux données (comme le règlement général sur la protection des données ou le règlement sur la libre circulation des données), mais aussi sur les évolutions qu'a récemment connues le secteur, comme la mise en œuvre de la directive révisée sur les services de paiement dans l'UE. Consciente des avantages considérables que l'innovation fondée sur les données peut apporter à l'UE dans tous les secteurs, la Commission a récemment adopté une nouvelle stratégie européenne en matière de données et un livre blanc sur l'intelligence artificielle. S'appuyant sur ces mesures horizontales, la Commission souhaite à présent connaître l'avis des parties prenantes sur les éventuelles mesures supplémentaires qu'il pourrait être nécessaire d'adopter dans le secteur financier pour tirer le meilleur parti de l'économie fondée sur les données, tout en respectant les valeurs et les normes européennes. Les réponses à cette consultation alimenteront les travaux à venir sur une stratégie pour la finance numérique / un plan d'action pour les technologies financières, dont l'adoption est prévue d'ici la fin de l'année 2020.

.....

Nota bene: Par souci de transparence et d'équité, **seules les réponses soumises au moyen du questionnaire en ligne seront prises en compte** et intégrées dans le rapport de synthèse. En cas de problème, ou si vous avez besoin d'une assistance particulière pour remplir le questionnaire, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse fisma-digital-finance@ec.europa.eu.

Pour en savoir plus:

- [sur la consultation](#)
- [sur le document de consultation](#)
- [sur la finance numérique](#)

- [sur la protection des données à caractère personnel](#)

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution

- ☐ Allemand
- ☐ Anglais
- ☐ Bulgare
- ☐ Croate
- ☐ Danois
- ☐ Espagnol
- ☐ Estonien
- ☐ Finnois
- ☒ Français
- ☐ Grec
- ☐ Hongrois
- ☐ Irlandais
- ☐ Italien
- ☐ Letton
- ☐ Lituanien
- ☐ Maltais
- ☐ Néerlandais
- ☐ Polonais
- ☐ Portugais
- ☐ Roumain
- ☐ Slovaque
- ☐ Slovène
- ☐ Suédois
- ☐ Tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="radio"/> Établissement universitaire/institut de recherche | <input type="radio"/> Citoyen de l'Union européenne | <input type="radio"/> Autorité publique |
| <input type="radio"/> Groupement d'entreprises | <input type="radio"/> Organisation de protection de l'environnement | <input type="radio"/> Organisation syndicale |
| <input checked="" type="radio"/> xEntreprise/organisation professionnelle | <input type="radio"/> Ressortissant d'un pays tiers | <input type="radio"/> Autre |
| <input type="radio"/> Organisation de défense des consommateurs | <input type="radio"/> Organisation non gouvernementale (ONG) | |

* Prénom

KARINE

* Nom

RUMAYOR

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

k.rumayor@asf-france.com

* Champ d'application

- ☐ International
- ☐ Local
- ☒ National
- ☐ Régional

* Nom de l'organisation

ASSOCIATION FRANCAISE DES SOCIETES FINANCIERES (ASF)

* Taille de l'organisation

- ☐ Microentreprise (de 1 à 9 salariés)
- ☒ Petite entreprise (de 10 à 49 salariés)
- ☐ Moyenne entreprise (de 50 à 249 salariés)
- ☐ Grande entreprise (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

255 caractère(s) maximum

Veuillez vérifier si votre organisation est inscrite au [registre de transparence](#). Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'Union européenne.

97303386616-87

* Pays d'origine

Veuillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

- | | | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--|
| <input type="radio"/> Afghanistan | <input type="radio"/> Estonie | <input type="radio"/> Kiribati | <input type="radio"/> République
démocratique
du Congo |
| <input type="radio"/> Afrique du Sud | <input type="radio"/> Eswatini | <input type="radio"/> Kosovo | <input type="radio"/> République
dominicaine |
| <input type="radio"/> Albanie | <input type="radio"/> États-Unis | <input type="radio"/> Koweït | <input type="radio"/> Roumanie |

- | | | | |
|---|--|---|--|
| <input type="radio"/> Algérie | <input type="radio"/> Éthiopie | <input type="radio"/> Laos | <input type="radio"/> Royaume-Uni |
| <input type="radio"/> Allemagne | <input type="radio"/> Fidji | <input type="radio"/> La Réunion | <input type="radio"/> Russie |
| <input type="radio"/> Andorre | <input type="radio"/> Finlande | <input type="radio"/> Lesotho | <input type="radio"/> Rwanda |
| <input type="radio"/> Angola | <input checked="" type="radio"/> xFrance | <input type="radio"/> Lettonie | <input type="radio"/> Sahara occidental |
| <input type="radio"/> Anguilla | <input type="radio"/> Gabon | <input type="radio"/> Liban | <input type="radio"/> Saint-Barthélemy |
| <input type="radio"/> Antarctique | <input type="radio"/> Gambie | <input type="radio"/> Liberia | <input type="radio"/> Saint-Christophe-et-Niévès |
| <input type="radio"/> Antigua-et-Barbuda | <input type="radio"/> Géorgie | <input type="radio"/> Libye | <input type="radio"/> Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha |
| <input type="radio"/> Arabie saoudite | <input type="radio"/> Ghana | <input type="radio"/> Liechtenstein | <input type="radio"/> Sainte-Lucie |
| <input type="radio"/> Argentine | <input type="radio"/> Gibraltar | <input type="radio"/> Lituanie | <input type="radio"/> Saint-Marin |
| <input type="radio"/> Arménie | <input type="radio"/> Grèce | <input type="radio"/> Luxembourg | <input type="radio"/> Saint-Martin |
| <input type="radio"/> Aruba | <input type="radio"/> Grenade | <input type="radio"/> Macao | <input type="radio"/> Saint-Pierre-et-Miquelon |
| <input type="radio"/> Australie | <input type="radio"/> Groenland | <input type="radio"/> Macédoine du Nord | <input type="radio"/> Saint-Siège |
| <input type="radio"/> Autriche | <input type="radio"/> Guadeloupe | <input type="radio"/> Madagascar | <input type="radio"/> Saint-Vincent-et-les-Grenadines |
| <input type="radio"/> Azerbaïdjan | <input type="radio"/> Guam | <input type="radio"/> Malaisie | <input type="radio"/> Samoa |
| <input type="radio"/> Bahamas | <input type="radio"/> Guatemala | <input type="radio"/> Malawi | <input type="radio"/> Samoa américaines |
| <input type="radio"/> Bahreïn | <input type="radio"/> Guernesey | <input type="radio"/> Maldives | <input type="radio"/> Sao Tomé-et-Principe |
| <input type="radio"/> Bangladesh | <input type="radio"/> Guinée | <input type="radio"/> Mali | <input type="radio"/> Sénégal |
| <input type="radio"/> Barbade | <input type="radio"/> Guinée-Bissau | <input type="radio"/> Malte | <input type="radio"/> Serbie |
| <input type="radio"/> Belgique | <input type="radio"/> Guinée équatoriale | <input type="radio"/> Maroc | <input type="radio"/> Seychelles |
| <input type="radio"/> Belize | <input type="radio"/> Guyana | <input type="radio"/> Martinique | <input type="radio"/> Sierra Leone |
| <input type="radio"/> Bénin | <input type="radio"/> Guyane | <input type="radio"/> Maurice | <input type="radio"/> Singapour |
| <input type="radio"/> Bermudes | <input type="radio"/> Haïti | <input type="radio"/> Mauritanie | <input type="radio"/> Sint-Maarten |
| <input type="radio"/> Bhoutan | <input type="radio"/> Honduras | <input type="radio"/> Mayotte | <input type="radio"/> Slovaquie |
| <input type="radio"/> Biélorussie | <input type="radio"/> Hong Kong | <input type="radio"/> Mexique | <input type="radio"/> Slovénie |
| <input type="radio"/> Bolivie | <input type="radio"/> Hongrie | <input type="radio"/> Micronésie | <input type="radio"/> Somalie |
| <input type="radio"/> Bonaire, Saint-Eustache et Saba | <input type="radio"/> Île Bouvet | <input type="radio"/> Moldavie | <input type="radio"/> Soudan |
| <input type="radio"/> Bosnie-Herzégovine | <input type="radio"/> Île Christmas | <input type="radio"/> Monaco | <input type="radio"/> Soudan du Sud |
| <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |

Réponse ASF version complète pdf comportant l'ensemble des réponses aux questions. La version en ligne ne faisant pas apparaître certaines questions, il a été jugé utile de joindre cette version consolidée.

☐ Botswana
☐ Brésil
☐ Brunei

☐ Île de Man
☐ Île Norfolk
☐ Îles Åland

☐ Mongolie
☐ Monténégro
☐ Montserrat

☐ Sri Lanka
☐ Suède
☐ Suisse



- | | | | |
|-------------------------------------|--|---|---|
| <input type="radio"/> Bulgarie | <input type="radio"/> Îles Caïmans | <input type="radio"/> Mozambique | <input type="radio"/> Suriname |
| <input type="radio"/> Burkina Faso | <input type="radio"/> Îles Cocos | <input type="radio"/> Myanmar / Birmanie | <input type="radio"/> Svalbard et Jan Mayen |
| <input type="radio"/> Burundi | <input type="radio"/> Îles Cook | <input type="radio"/> Namibie | <input type="radio"/> Syrie |
| <input type="radio"/> Cabo Verde | <input type="radio"/> Îles Falkland | <input type="radio"/> Nauru | <input type="radio"/> Tadjikistan |
| <input type="radio"/> Cambodge | <input type="radio"/> Îles Féroé | <input type="radio"/> Népal | <input type="radio"/> Taïwan |
| <input type="radio"/> Cameroun | <input type="radio"/> Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud | <input type="radio"/> Nicaragua | <input type="radio"/> Tanzanie |
| <input type="radio"/> Canada | <input type="radio"/> Îles Heard et McDonald | <input type="radio"/> Niger | <input type="radio"/> Tchad |
| <input type="radio"/> Chili | <input type="radio"/> Îles Mariannes du Nord | <input type="radio"/> Nigeria | <input type="radio"/> Tchéquie |
| <input type="radio"/> Chine | <input type="radio"/> Îles Marshall | <input type="radio"/> Niue | <input type="radio"/> Terres australes et antarctiques françaises |
| <input type="radio"/> Chypre | <input type="radio"/> Îles mineures éloignées des États-Unis | <input type="radio"/> Norvège | <input type="radio"/> Territoire britannique de l'océan Indien |
| <input type="radio"/> Clipperton | <input type="radio"/> Îles Pitcairn | <input type="radio"/> Nouvelle-Calédonie | <input type="radio"/> Thaïlande |
| <input type="radio"/> Colombie | <input type="radio"/> Îles Salomon | <input type="radio"/> Nouvelle-Zélande | <input type="radio"/> Timor-Oriental |
| <input type="radio"/> Comores | <input type="radio"/> Îles Turks-et-Caïcos | <input type="radio"/> Oman | <input type="radio"/> Togo |
| <input type="radio"/> Congo | <input type="radio"/> Îles Vierges américaines | <input type="radio"/> Ouganda | <input type="radio"/> Tokélaou |
| <input type="radio"/> Corée du Nord | <input type="radio"/> Îles Vierges britanniques | <input type="radio"/> Ouzbékistan | <input type="radio"/> Tonga |
| <input type="radio"/> Corée du Sud | <input type="radio"/> Inde | <input type="radio"/> Pakistan | <input type="radio"/> Trinité-et-Tobago |
| <input type="radio"/> Costa Rica | <input type="radio"/> Indonésie | <input type="radio"/> Palaos | <input type="radio"/> Tunisie |
| <input type="radio"/> Côte d'Ivoire | <input type="radio"/> Iran | <input type="radio"/> Palestine | <input type="radio"/> Turkménistan |
| <input type="radio"/> Croatie | <input type="radio"/> Iraq | <input type="radio"/> Panama | <input type="radio"/> Turquie |
| <input type="radio"/> Cuba | <input type="radio"/> Irlande | <input type="radio"/> Papouasie - Nouvelle-Guinée | <input type="radio"/> Tuvalu |
| <input type="radio"/> Curaçao | <input type="radio"/> Islande | <input type="radio"/> Paraguay | <input type="radio"/> Ukraine |
| <input type="radio"/> Danemark | <input type="radio"/> Israël | <input type="radio"/> Pays-Bas | <input type="radio"/> Uruguay |
| <input type="radio"/> Djibouti | <input type="radio"/> Italie | <input type="radio"/> Pérou | <input type="radio"/> Vanuatu |
| <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |
| <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |

Réponse ASF version complète pdf comportant l'ensemble des réponses aux questions. La version en ligne ne faisant pas apparaître certaines questions, il a été jugé utile de joindre cette version consolidée.

<input type="radio"/> Dominique	<input type="radio"/> Jamaïque	<input type="radio"/> Philippines	<input type="radio"/> Venezuela
<input type="radio"/> Égypte	<input type="radio"/> Japon	<input type="radio"/> Pologne	<input type="radio"/> Viêt Nam
<input type="radio"/> El Salvador	<input type="radio"/> Jersey	<input type="radio"/> Polynésie française	<input type="radio"/> Wallis-et- Futuna
<input type="radio"/> Émirats arabes unis	<input type="radio"/> Jordanie	<input type="radio"/> Porto Rico	<input type="radio"/> Yémen

- | | | | |
|--------------------------------|-----------------------------------|---|--------------------------------|
| <input type="radio"/> Équateur | <input type="radio"/> Kazakhstan | <input type="radio"/> Portugal | <input type="radio"/> Zambie |
| <input type="radio"/> Érythrée | <input type="radio"/> Kenya | <input type="radio"/> Qatar | <input type="radio"/> Zimbabwe |
| <input type="radio"/> Espagne | <input type="radio"/> Kirghizstan | <input type="radio"/> République centrafricaine | |

* Domaine d'activité ou secteur (le cas échéant):

au moins 1 choix

- ☐ Comptabilité
- ☐ Audit
- ☐ Banque
- ☐ Agence de notation de crédit
- ☐ Assurance
- ☐ Retraites
- ☐ Gestion d'investissements (par ex., fonds spéculatifs, fonds de capital-investissement, fonds de capital-risque, fonds du marché monétaire ou valeurs mobilières)
- ☐ Exploitation d'infrastructures de marché (contreparties centrales, dépositaires centraux de titres ou bourses)
- ☐ Entreprise technologique
- ☐ Organisation représentant les intérêts des consommateurs européens
- ☐ Organisation représentant les intérêts des investisseurs de détail européens
- ☐ Autorité de contrôle nationale
- ☐ Autorité européenne de surveillance
- ☐ Autre
- ☐ Sans objet

* Veuillez préciser votre/vos domaine(s) d'activité ou secteur(s):

* Paramètres de confidentialité pour la publication

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

☐ **Mode anonyme**

Seuls la catégorie de répondants à laquelle vous appartenez, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés. Aucune autre information à caractère personnel (votre nom, le nom et la taille de l'organisation, le numéro d'inscription au registre de transparence) ne sera publiée.

☐ **Mode public**

Vos informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence, pays d'origine) seront publiées avec votre contribution.

☐ J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#)

Questions d'ordre général

L'objectif stratégique de l'Europe devrait être de faire en sorte que ses consommateurs et ses entreprises bénéficient de tous les avantages de la finance numérique, en étant suffisamment protégés contre les nouveaux risques qu'elle peut éventuellement comporter. Il faut pour cela que le secteur financier européen soit à l'avant-garde des innovations et de leur mise en œuvre dans un environnement de marché et de production, afin de mieux servir les consommateurs et les entreprises, d'une manière efficiente, sûre, saine et durable. En se dotant de capacités numériques solides et innovantes dans le secteur financier, l'UE sera mieux à même de faire face à des situations d'urgence comme la pandémie de COVID-19. Cela contribuera, en approfondissant l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux, à renforcer l'union économique et monétaire de l'Europe, et aidera à mobiliser des fonds au profit de grandes priorités politiques telles que le Green Deal et la finance durable. Il est également essentiel pour l'Europe de conserver sa souveraineté stratégique en matière de services financiers, ainsi que sa capacité à gérer, réglementer et surveiller le système financier selon des modalités qui promeuvent et protègent les valeurs et la stabilité financière européennes. Le rôle international de l'euro s'en trouvera également renforcé.

En vue de l'adoption, d'ici la fin de l'année, d'une nouvelle stratégie en matière de finance numérique/d'un nouveau plan d'action pour les FinTech, la Commission souhaite avoir votre avis sur les domaines dans lesquels il conviendrait d'agir en priorité et sur les éventuelles mesures de politique publique à prendre à cet effet.

Question n° 1: Quels sont les principaux obstacles à la mise à profit de toutes les opportunités qu'offrent les technologies innovantes dans le secteur financier européen? (4 réponses au maximum)

Veuillez tenir compte, pour cette question, de l'analyse du Groupe d'experts chargé d'évaluer les obstacles réglementaires à l'innovation financière.

Les approches nationales devraient être harmonisées pour faciliter l'intégration numérique.

Les obstacles identifiés sont les suivants : difficultés à utiliser l'intelligence artificielle dans la connaissance client, l'absence d'identité numérique européenne, l'incohérence dans la mise en œuvre de certaines réglementations (comme eIDAS et GDPR).

Question n° 2: Quels sont, pour les consommateurs, les principaux avantages et défis liés à la numérisation croissante du secteur financier? (4 réponses au maximum)

Pour chacun d'entre eux, quelles initiatives devraient éventuellement être prises au niveau de l'UE?

La sécurité des données et l'absence d'harmonisation du cadre réglementaire constituent les deux défis majeurs tant pour les consommateurs que les acteurs bancaires et financiers. Les approches nationales devraient en effet être harmonisées pour faciliter l'intégration numérique.

Il est en outre primordial que la réglementation européenne soit neutre sur le plan technologique.

S'appuyant sur les travaux déjà menés dans les domaines politique et législatif, et compte tenu de la contribution que peut apporter la finance numérique à la gestion de l'urgence du COVID-19 et de ses conséquences, les services de la Commission envisagent quatre domaines d'action prioritaires pour stimuler le développement de la finance numérique:

1. faire en sorte que le cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers soit technologiquement neutre et propice à l'innovation;
2. faire en sorte que les consommateurs et les entreprises puissent profiter des opportunités qu'offre le marché unique des services financiers numériques à l'échelle de l'UE;
3. promouvoir l'émergence d'un secteur financier fondé sur les données, au profit des consommateurs et des entreprises de l'UE; et
4. renforcer la résilience opérationnelle du système financier.

Question n° 3: Êtes-vous d'accord avec cette liste de domaines prioritaires?

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 3.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 3 et préciser si vous voyez d'autres domaines auxquels la Commission devrait accorder davantage d'attention :

La réglementation européenne doit être neutre sur le plan technologique.

Les approches nationales devraient être harmonisées pour faciliter l'intégration numérique.

I. Faire en sorte que le cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers soit technologiquement neutre et propice à l'innovation

Pour être adapté à l'ère numérique, le cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers ne devrait ni prescrire ni empêcher l'utilisation de certaines technologies, sans que cela nuise pour autant à la réalisation de ses objectifs. Il ne devrait pas non plus freiner l'émergence et la montée en puissance de modèles d'affaires innovants, y compris de ceux qui sont basés sur l'utilisation de plateformes, dès lors que les mesures appropriées sont prises pour parer aux risques qu'ils peuvent comporter. La Commission a entrepris une évaluation approfondie de ces problèmes dans le cadre du plan d'action pour les FinTech et a déjà pris des mesures concernant certains d'entre eux. Pour autant, dans cet écosystème en mutation rapide, et d'une complexité croissante, il est essentiel de faire le point régulièrement sur l'évolution des technologies et des marchés afin de repérer à un stade précoce si de nouveaux problèmes de réglementation, y compris prudentiels, se posent, et dans ce cas, de leur trouver des solutions proportionnées.

Question n° 4: Considérez-vous que l'actuel cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers est technologiquement neutre et propice à l'innovation?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 4.1 Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir des exemples précis de dispositions et d'exigences qui ne sont pas technologiquement neutres ou qui entravent l'innovation:

Question n° 5: Considérez-vous que le niveau actuel de protection que le cadre réglementaire de l'UE assure aux consommateurs de produits et de services financiers de détail est neutre sur le plan technologique, et qu'il faudrait aussi l'appliquer aux produits et services innovants basés sur des technologies nouvelles, en l'adaptant toutefois aux caractéristiques de ces produits et à leurs modèles de distribution?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 5.1 Veuillez expliquer sur quel raisonnement se fonde votre réponse à la question 5 et, le cas échéant, expliquer les adaptations nécessaires:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Identifier les domaines dans lesquels il pourrait être nécessaire d'adapter le cadre réglementaire applicable aux services financiers

L'utilisation de la technologie des registres distribués (*Distributed Ledger Technology*, ou DLT), et en particulier de l'une de ses applications, les «crypto-actifs», a été identifiée comme un domaine dans lequel il pourrait être nécessaire d'adapter le cadre réglementaire européen. Une consultation publique sur les crypto-actifs est en cours pour recueillir l'avis des parties prenantes sur ces questions. Outre les crypto-actifs, au vu d'autres évolutions des technologies et des marchés, la Commission juge important d'identifier à un stade précoce les éventuels obstacles réglementaires à l'innovation et de réfléchir aux meilleurs moyens de les aplanir, afin de ne pas ralentir l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur financier.

Question n° 6: Selon vous, l'utilisation, pour les services financiers, des nouvelles technologies mentionnées ci-dessous est-elle limitée par des obstacles liés au cadre réglementaire de l'UE en matière de services financiers, ou à d'autres exigences réglementaires au niveau de l'UE qui s

appliquent aussi aux prestataires de services financiers? Veuillez noter chaque proposition de 1 à

5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Technologie des registres distribués (en dehors des crypto-actifs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Informatique en nuage	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Intelligence artificielle / Apprentissage automatique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Internet des objets	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Biométrie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informatique quantique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Si vous pensez que d'autres technologies verraient leur utilisation dans les services financiers limitée par des obstacles liés au cadre législatif de l'UE applicable à ces services, veuillez préciser lesquelles, en expliquant votre choix:

Les premiers obstacles concernent la relations client. Il s'agit des difficultés d'utilisation de l'IA dans la connaissance client, de l'absence d'identité numérique européenne, de l'incohérence dans la mise en œuvre de certaines réglementations (telles que eIDAS et GDPR).

En matière de Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) plus spécifiquement, les niveaux de garantie exigés par la réglementation rendent difficiles l'identification électronique par les établissements financiers.

De plus, l'apparition et l'évolution des nouvelles technologies sont généralement plus rapides que l'évolution de la réglementation, ce qui peut générer des situations inconfortables pour les établissements.

En outre, dans la mesure où les établissements restent responsables au plan réglementaire de la conformité de leur dispositif LCB-FT, ils peuvent préférer ne pas recourir aux nouvelles technologies en vue de garantir la maîtrise de leur risque.

A cela s'ajoute le fait qu'il est souvent difficile de combiner les obligations issues de la réglementation LCB-FT avec celles issues de la réglementation sur la protection des données personnelles.

Question 6.1 Veuillez expliciter votre réponse à la question 6, en précisant exactement à quelles dispositions législatives ou autres vous faites référence et en indiquant quelle solution vous préconiseriez:

Les règles prudentielles demandent un niveau d'interprétabilité du modèle. Les nouveaux algorithmes supportant l'IA n'ont pas nécessairement cette caractéristique. Il s'agit souvent de « black box ». Ces règles en spécifiant le type d'algorithme qui peut être utilisé limitent le développement de l'IA et ne permettent pas de capturer les bénéfices associés à une meilleure évaluation du risque par ces algorithmes.

Concernant l'usage de la biométrie, l'intérêt légitime est souvent difficile à prouver.



















Les exigences pour obtenir la certification e-IDAS sont quasi-impossibles à remplir en pratique. En France, aucun acteur n'a pu obtenir le niveau 2 de la certification.

























Des solutions d'authentification utilisant des technologies de computer vision appliquées à un flux vidéo en streaming offrant un onboarding simple, rapide et agréable aux utilisateurs, tout en fiabilisant et sécurisant le processus de vérification des identités en ligne pourraient être développées.]

Question n° 7: D'après votre expérience, quels seraient les meilleurs moyens (réglementaires ou autres) pour l'UE de soutenir l'adoption de technologies émergentes, et des modèles d'affaires qui reposent sur elles, tout en en réduisant les risques ?

Veuillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.

Créer des observatoires spécialisés pour suivre l'évolution des technologies et des marchés (comme l'Observatoire-forum des chaînes de blocs de l'UE, ou l'Observatoire des plateformes)						
Financer l'expérimentation, dans la finance, de certaines applications de technologies nouvelles (cas d'utilisation de la chaîne de blocs, par exemple)						
Promouvoir la mise en place de pôles et de «bacs à sable» d'innovation prudentiels						

Soutenir la définition de codes de conduite sectoriels pour l'utilisation, dans la finance, de certaines applications de technologies nouvelles						
Améliorer la clarté juridique par la formulation d'orientations au niveau de l'UE pour des technologies et/ou des cas d'utilisation spécifiques						
Créer au niveau de l'UE des régimes sur mesure adaptés aux marchés naissants, éventuellement applicables de manière temporaire						
Autre						

D'après votre expérience, y aurait-il d'autres moyens (réglementaires ou autres) pour l'UE de soutenir l'adoption de technologies naissantes, et des modèles d'affaires qui reposent sur elles, tout en en réduisant les risques?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Évaluer la nécessité d'adapter les cadres prudentiels existants au nouvel écosystème financier, notamment pour garantir des conditions de concurrence équitables

























Les prestataires de services financiers passent de plus en plus par des entreprises technologiques pour la fourniture de leurs services. Et de plus en plus d'entreprises technologiques fournissent elles-mêmes des services financiers. Ces tendances ne seront pas sans conséquences pour les clients, la chaîne d'approvisionnement, les établissements financiers en place et leurs autorités de réglementation et de surveillance. Les géants du numérique, les «big techs», sont capables d'augmenter très vite leur offre de services, grâce à des effets de réseau et à leurs nombreux utilisateurs. Leur entrée sur un marché peut donc, à terme, en modifier sensiblement la structure. Il pourrait donc être nécessaire de réexaminer la manière dont la législation de l'UE dans le domaine financier réglemente les entreprises et les activités, surtout si des entreprises technologiques se mettent à proposer elles-mêmes certains services (comme l'octroi de prêts) ou un éventail plus large d'activités ou de services financiers. Il pourrait aussi être nécessaire de réexaminer les modalités de surveillance de l'ensemble des risques liés aux services financiers qu'elles fournissent.

La réglementation financière devrait permettre la mise à profit des opportunités du numérique - notamment en termes de solutions innovantes répondant mieux aux besoins des clients - tout en protégeant l'intérêt général du point de vue, par exemple, de l'exercice d'une concurrence loyale, de la stabilité financière, de la protection des consommateurs et de l'intégrité des marchés. C'est pourquoi la Commission invite les parties prenantes à lui donner leur avis sur l'impact potentiel de l'arrivée d'entreprises technologiques sur le marché des services financiers et sur les mesures qu'il conviendrait éventuellement de prendre au regard des objectifs de politique publique évoqués ci-dessus.


















Question n° 8: Pour quels services financiers vous attendez-vous à ce que des entreprises technologiques dont l'activité principale ne relève pas du secteur financier gagnent (individuellement ou collectivement) des parts de marché dans l'UE au cours des cinq prochaines années, et dans quelle proportion ?



















Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (part demarchétrès limitée- moins de 1 %)	2 (part demarché limitée)	3 (avis partagé)	4 (part demarché significative)	5 (part demarchétrèssignificative- plus de 25 %)	S. O.
Paielements de détail intra- européens	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Paielements de gros intra- européens	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fourniture de crédits à la consommation aux ménages, avec prise de risque	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Distribution de crédits à la consommation aux ménages, avec un ou plusieurs établissements partenaires						
Fourniture de crédits hypothécaires aux ménages, avec prise de risque						
Distribution de crédits hypothécaires aux ménages, avec un ou plusieurs établissements partenaires						
Fourniture de crédits à la consommation aux PME, avec prise de risque						
Distribution de crédits à la						

consommation aux PME, avec un ou plusieurs établissements partenaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fourniture de crédit aux grandes entreprises, avec prise de risque	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Services de prêt syndiqué, avec prise de risque	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Activités comportant une prise de risque dans les produits d'assurance vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Activités comportant une prise de risque dans les produits d'assurance non-vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Activités comportant une prise de risque dans les produits de retraite						
Intermédiation / Distribution de produits d'assurance vie						
Intermédiation / Distribution de produits d'assurance non-vie						
Intermédiation / Distribution de produits de retraite						
Autres activités liées à l'assurance, telle la gestion de sinistres						
Services de réassurance						

Distribution de produits d'investissement						
Gestion d'actifs						
Autres						

Veuillez préciser pour quels autres services financiers vous vous attendez à ce que des entreprises technologiques gagnent des parts de marché significatives dans l'UE au cours des cinq prochaines années:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question 8.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 8, si nécessaire en décrivant comment vous pensez que ces entreprises technologiques pourront faire leur entrée et progresser sur les différents marchés de services financiers des États membres de l'UE:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 9: Existe-t-il selon vous des catégories précises de services financiers dans lesquelles le principe «mêmes activités, mêmes risques, même réglementation» n'est pas respecté?

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 9.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 9, si nécessaire en donnant des exemples:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Les membres de l'ASF sont particulièrement attentifs au **respect du principe "same business, same rules"**. A l'heure, où les établissements de crédit, sociétés de financement et entreprises d'investissement sont agréés, régulés très fortement et supervisés, il serait anormal de laisser se développer **des activités de crédit** qui n'obéiraient pas aux mêmes règles prudentielles et de supervision au sein du marché intérieur. L'égalité de concurrence n'est pas respectée.

La stabilité financière, l'intégrité financière et la sécurité des consommateurs, entreprises et investisseurs doivent être préservées quelle que soit la manière dont le service est fourni.

Aussi, il apparaît primordial que la Commission européenne effectue une revue des réglementations en vigueur au sein de l'UE et qu'elle s'attache à les faire évoluer à un niveau d'exigences comparables à celui auquel sont soumis les acteurs traditionnels pour une activité identique.

Ainsi, à l'instar du principe de proportionnalité édicté par la Commission européenne, la future réglementation des FinTech doit pouvoir tenir compte du profil de risque, de la taille, de l'importance systémique, de la complexité... etc.

Question n° 10: Quels risques prudentiels et risques de conduite vous attendez-vous à voir évoluer, si des entreprises technologiques gagnent des parts de marché significatives sur les marchés de services financiers de l'UE dans les cinq prochaines années?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (réduction significative des risques)	2 (réduction limitée des risques)	3 (avis partagé)	4 (augmentation limitée des risques)	5 (augmentations significatives des risques)	S. O.
Risque de liquidité sur le marché interbancaire (volatilité accrue, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de liquidité pour certains établissements de crédit	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de liquidité pour						

les sociétés de gestion de portefeuille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de crédit: prêts aux ménages	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de crédit: prêts aux PME	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de crédit: prêts aux entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Crédits procycliques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de concentration des fonds collectés et investis (diversification insuffisante, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de concentration pour les détenteurs de fonds (volume des dépôts ou						

des placements détenus dans une banque ou un fonds, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques d'assurance encourus en assurance vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque d'assurance encourus en assurance non-vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques opérationnels des entreprises technologiques et des plateformes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques opérationnels des prestataires de services financiers en place	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques systémiques						

(risques que des entreprises technologiques ou des plateformes deviennent trop grandes et trop interconnectées pour faire faillite)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez préciser quels autres risques prudentiels et risques de conduite vous vous attendez à voir évoluer, si des entreprises technologiques gagnent des parts de marché significatives sur les marchés de services financiers de l'UE dans les cinq prochaines années:

Le développement d'activités financières par des entreprises technologiques comme les GAFA paraît difficilement conciliable avec les exigences requises notamment en matière de LAB/FT et ce du fait de leurs caractéristiques intrinsèques : présence à l'international facilitant les transactions transfrontalières, rapidité des opérations grâce aux technologies rendant difficile le traçage des opérations, services favorisant l'anonymat...

Ces risques seraient d'autant plus importants si ces nouveaux acteurs n'étaient pas soumis aux mêmes règles que les établissements financiers traditionnels (notamment en matière d'agrément, de supervision et d'obligations en matière de sécurité et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme).

Question 10.1 **Veillez expliquer votre réponse à la question 10, si nécessaire en décrivant en quoi l'augmentation de l'activité des entreprises technologiques dans les services financiers pourrait créer, accroître ou réduire ces risques, et quels acteurs du marché seraient confrontés à un accroissement de ces risques:**

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Les risques de crédit pourraient évoluer en raison des types de sélection dans les modèles, d'un manque d'expérience dans la gestion du crédit, d'une politique de tarification trop agressive et risquée qui peut aussi aboutir à une situation de surendettement des clients.

Par ailleurs, il y a un risque d'achat forcé lié à une situation de monopole. L'ASF rappelle encore une fois notre attachement au principe « *same business, same rules* », afin que tous les acteurs exerçant les mêmes activités soient assujettis aux mêmes règles prudentielles et de protection du consommateur.

Question n° 11: Quels risques pour les consommateurs vous attendez-vous à voir évoluer, si des entreprises technologiques gagnent des parts de marchés significatives sur les marchés de services financiers de l'UE dans les cinq prochaines années ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (réduction significative des risques)	2 (réduction limitée des risques)	3 (avis partagé)	4 (augmentation limitée des risques)	5 (augmentations significatives des risques)	S. O.
Risque de défaut, pour les fonds détenus dans des établissements non bancaires et non protégés par un système de garantie des dépôts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque de liquidité	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Vente de produits d'assurance inadaptés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vente de produits d'investissement inadaptés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vente de produits de crédit inadaptés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vente de produits de retraite inadaptés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'information	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lacunes au niveau du traitement et de la gestion des réclamations et des recours	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Utilisation ou exploitation						

abusives, à des fins financières commerciales, de données à caractère personnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Discrimination basée, par exemple, sur le profil	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risque opérationnel (interruption du service, perte de données, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez préciser quels autres risques pour les consommateurs vous vous attendez à voir évoluer, si des entreprises technologiques gagnent des parts de marché significatives sur les marchés de services financiers de l'UE dans les cinq prochaines années:

On relève des lacunes importantes en matière de GDPR sous couvert de tests ou d'absence de précision dans la réglementation. Des clarifications s'imposent quant aux pratiques possibles afin que les Fintechs non régulées et supervisées comme les acteurs bancaires, ne profitent du flou juridique.

Nous constatons soit une absence de régulation soit un niveau de régulation moins exigeant pour les nouveaux acteurs que celui auquel sont soumis les acteurs bancaires traditionnels.

Il est donc fort probable d'assister à une recrudescence de la fraude documentaire (faux documents, risques d'usurpation d'identité), d'achat forcé, des risques de surendettement et des risques de faille de sécurité informatique.

Question 11.1 Si vous le jugez nécessaire, expliquez en quoi l'augmentation de l'activité des entreprises technologiques dans les services financiers pourrait créer, accroître ou réduire ces risques, et quels acteurs du marché seraient confrontés à un accroissement de ces risques:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 12: Selon vous, les évolutions mentionnées aux questions 8 à 11 imposent-elles d'adapter l'approche réglementaire dans l'UE (par exemple en s'orientant vers une réglementation plus axée sur les activités elles-mêmes, en étendant le périmètre réglementaire à certaines entités, ou en adaptant certains volets du corpus réglementaire unique de l'UE)?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 12.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 12, en fournissant des précisions pour chaque domaine concerné et en donnant des exemples précis:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Renforcer la coopération pluridisciplinaire entre les autorités

La réglementation et la surveillance de la finance numérique requièrent davantage de coordination entre les autorités chargées de réglementer et de surveiller les questions relatives à la finance, aux données à caractère personnel, à la protection des consommateurs, à la lutte contre le blanchiment de capitaux et à la concurrence.

Question n° 13: D'après votre expérience, quels sont les principaux problèmes rencontrés par les autorités dans le cadre de la surveillance des activités financières des acteurs de l'innovation/du numérique, et comment faut-il y remédier ?

Veuillez expliquer votre raisonnement et fournir des exemples pour chacun des secteurs que vous mentionnez (banque, assurance, retraites, marchés des capitaux):

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 14: Selon vous, quelles initiatives pourraient être prises au niveau de l'UE pour renforcer cette coopération pluridisciplinaire entre autorités ?

Veuillez expliquer votre raisonnement, si nécessaire à l'aide d'exemples.

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

II. Remédier à la fragmentation du marché unique des services financiers numériques

Les institutions de l'UE ont toujours eu pour objectif de réduire la fragmentation du marché unique. Toutefois, à l'ère du numérique, la capacité des entreprises à se développer est une d'abord une question de productivité économique et de compétitivité. Et dans la logique économique des données et des réseaux numériques, une entreprise est d'autant plus avantagée par rapport à ses concurrents qu'elle bénéficie d'importants effets de réseau. Seul un solide marché unique des services financiers permettrait l'émergence, à l'échelle de l'UE, d'entreprises capables de concurrencer des entreprises de taille comparable issues d'autres pays, comme les États-Unis ou la Chine.

Mettre fin à la fragmentation du marché unique des services financiers numériques, tout en maintenant un niveau adéquat de sécurité pour le système financier, est également essentiel pour permettre aux consommateurs, aux investisseurs et aux entreprises de toute l'UE d'avoir plus largement accès à des services financiers. Le foisonnement actuel de modèles d'affaires et de services innovants que l'on observe dans l'UE pourrait se traduire, pour les consommateurs, par un éventail de choix plus large et par des services de meilleure qualité. Les acteurs traditionnels et les jeunes pousses sont en concurrence les uns avec les autres, mais nouent aussi de plus en plus de partenariats pour innover. Il reste que malgré les opportunités qu'offre le marché unique numérique, les entreprises qui souhaitent opérer à l'échelle du marché unique continuent de se heurter à certains obstacles.

On peut citer, à titre d'exemple, un manque de cohérence dans la transposition, l'interprétation et l'application de la législation financière de l'UE, des divergences d'attitude en matière de réglementation et de surveillance des innovations numériques, la superposition de règles nationales aux règles de l'UE, la lourdeur des procédures d'agrément et le manque de financements, mais aussi les préférences locales et le fait que les chefs d'entreprise et les investisseurs manquent d'ambition, d'esprit d'entreprise et d'appétence au risque, au niveau transfrontières et à l'international. Des obstacles empêchent aussi les consommateurs d'utiliser certains produits numériques innovants, de se voir proposer, ou de recevoir, des services fournis à partir d'autres États membres que leur lieu de résidence, et d'obtenir des données de marché à un coût abordable pour pouvoir investir en connaissance de cause. Les efforts entrepris pour résoudre ces problèmes doivent se poursuivre si l'on veut que l'UE continue de jouer le rôle d'incubateur d'entreprises innovantes qui puissent soutenir la concurrence au niveau international.

Question n° 15: Existe-t-il selon vous, en dehors des points évoqués ci-dessous (questions 16 à 25), d'autres obstacles à un marché unique des services financiers numériques, et comment faudrait-il y remédier?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Faciliter l'utilisation d'identités financières numériques dans toute l'UE

Les jeunes pousses comme les établissements financiers en place fonctionnent de plus en plus souvent en ligne, sans avoir besoin de s'établir physiquement dans un pays donné. Grâce aux technologies, il est maintenant possible d'utiliser de nouveaux moyens pour vérifier les informations relatives à l'identité et à la situation financière des clients, et de permettre à ceux qui changent de prestataire, ou utilisent les services de différents prestataires, de conserver ces informations (portabilité). Toutefois, l'entrée en relation (*on-boarding*) à distance avec de nouveaux clients peut reposer sur différents moyens technologiques (utilisation de données biométriques, reconnaissance faciale, vidéo en direct) pour identifier un client et procéder aux vérifications nécessaires, moyens pour lesquels les critères d'acceptabilité varient d'un pays à l'autre. En outre, les autorités de surveillance ont des attentes différentes en ce qui concerne les règles de la 5e directive sur le blanchiment de capitaux qui autorisent le recours à des tiers pour certains aspects de cette entrée en relation. À noter que la Commission lancera aussi, prochainement, une consultation aux fins de la révision du cadre de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Question n° 16: Quelles mesures faudrait-il prendre au niveau de l'UE pour faciliter l'utilisation de solutions transfrontières interopérables pour l'entrée en relation numérique ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Harmoniser les dispositions de la législation anti-blanchiment de l'UE relatives aux obligations de vigilance à l'égard de la clientèle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Harmoniser les règles de la législation anti-blanchiment de l'UE régissant les utilisations acceptables de technologies et de services d'identification à distance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assurer aux entités soumises à ces obligations un accès plus large aux informations publiques (registres et bases de données publics) nécessaires pour vérifier l'identité des clients	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Définir des orientations ou normes complémentaires pour faciliter l'exercice de la vigilance à l'égard de la clientèle (éléments d'identification détaillés, sources fiables éligibles, évaluation des risques liés aux technologies d'identification à distance, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Faciliter la mise au point de processus numériques d'entrée en relation, sur la base du règlement eIDAS.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Faciliter la coopération entre pouvoirs publics et fournisseurs privés de solutions d'identification numérique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Intégrer des attributs de connaissance du client (KYC) dans le règlement eIDAS, afin de permettre l'entrée en relation sur la base d'identités numériques fiables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez préciser si d'autres mesures devraient être prises au niveau de l'UE pour faciliter l'utilisation de solutions transfrontières interopérables pour l'entrée en relation numérique:

La plupart des propositions indiquées dans la consultation nous paraissent pertinentes notamment celles d'harmoniser entre Etats des règles régissant les utilisations acceptables de technologies et de services d'identification à distance et de faciliter la mise au point de processus numériques d'entrée en relation, sur la base du règlement eIDAS.

Il serait très utile aux professionnels que les applicatifs soient harmonisés au niveau européen. L'un des obstacles les plus prégnants au développement de solutions digitales est le fait que les réglementations sectorielles ont trop souvent tendance à chercher à transposer à la relation digitale les règles et exigences appliquées en face à face. Il conviendrait d'avoir des règles ad hoc entièrement conçues pour les parcours digitaux.



















En outre, le digital n'est jamais perçu comme un canal à part en tiers de bout en bout mais comme un simple canal de recrutement du client, ce qui est une erreur de jugement et d'expérience.

Par ailleurs, une harmonisation de la doctrine des cellules de renseignements financiers au niveau européen serait aussi nécessaire pour harmoniser les pratiques de contrôle et de déclaration.

Question n° 17: Que faudrait-il faire au niveau de l'UE pour faciliter le recours par les établissements financiers aux identités numériques recueillies par des tiers (y compris par d'autres établissements financiers) et la réutilisation / portabilité des données ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Préciser les règles de la législation anti-blanchiment de l'UE relatives au recours à des tiers				x		
Formuler des orientations complémentaires sur le recours à des tiers à des fins d'identification et de vérification numériques, et notamment sur les questions de responsabilité					x	
Promouvoir la réutilisation, conformément aux règles de protection des données, des identités numériques collectées aux fins de la				x		

vigilance à l'égard de la clientèle						
Promouvoir l'instauration d'une identité électronique publique universellement acceptée						
Définir la fourniture d'identités numériques comme nouveau service privé de confiance dans le cadre du régime de contrôle du règlement eIDAS						
Autre						

Quelles autres mesures faudrait-il prendre au niveau de l'UE pour faciliter le recours par les établissements financiers aux identités numériques recueillies par des tiers (y compris par d'autres établissements financiers) et la réutilisation/portabilité des données?

Afin de faciliter le recours à l'identité numérique, plusieurs mesures pourraient être utiles :

- une harmonisation des **recommandations des autorités compétentes en matière de protection des données**. Si l'ensemble des Etats sont soumis au GDPR, les recommandations locales des autorités sont parfois discordantes.
- des normes de sécurité précises.
- un assouplissement des règles de la concurrence pour permettre le partage de données entre établissements financiers à **des fins de lutte contre le blanchiment d'argent** ;
- la mise en place d'un organisme tiers indépendant comme réceptacle des données et développant des solutions Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.
- le développement de label de qualité pour les établissements tiers.

Question n° 18: Faut-il envisager d'aller au-delà de l'identification des clients, en mettant au point des identités financières numériques pour faciliter le changement de prestataire et l'accès des clients à certains services financiers ?

De telles identités financières numériques devraient-elles être utilisables et reconnues dans toute l'UE ?

Quelles données devraient, à condition d'être adaptées et conformes aux règles de protection des données, faire partie d'une telle identité financière numérique, outre celles déjà requises dans le cadre des mesures anti-blanchiment (données servant aux tests d'adéquation des services d'investissement ou à l'évaluation de la solvabilité, par exemple, ou autres)?

Veuillez expliquer votre raisonnement, en donnant à chaque fois des exemples.

Question n° 19: Le renforcement de l'obligation d'utiliser certains identifiants, comme l'identifiant d'entité juridique (LEI), l'identifiant de transaction unique (UTI) et l'identifiant de produit unique (UPI), pourrait-il faciliter le recours à des processus numériques et/ou automatisés dans les services financiers?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Dans l'affirmative, dans quel(s) cadre(s) les gains d'efficience seraient-ils les plus importants?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Faire en sorte que les entreprises puissent plus facilement mener des projets pilotes technologiques et accéder à une dimension supérieure dans l'ensemble du marché unique

À l'heure actuelle, trois autorités nationales compétentes ont mis en place des «bacs à sable» réglementaires (*regulator y sandboxes*); cinq autres sont en cours de création. Les «bacs à sable» réglementaires sont le plus souvent des systèmes qui permettent aux entreprises de tester (suivant un plan spécifique adopté et contrôlé par une fonction dédiée au sein de l'autorité compétente) des produits ou services financiers, ou des modèles d'affaires, innovants. Par ailleurs, presque toutes les autorités compétentes ont mis en place des pôles d'innovation. Les pôles d'innovation sont des points de contact dédiés auxquels les entreprises peuvent s'adresser pour interroger les autorités compétentes sur des questions relatives aux FinTech, et obtenir des orientations non contraignantes sur leurs attentes en matière de réglementation et de surveillance, notamment pour l'octroi d'agréments. Le Forum européen des facilitateurs de l'innovation (EFIF) a pour but de promouvoir une coordination et une coopération accrues entre les facilitateurs de l'innovation mis en place par les autorités de surveillance du secteur financier, afin de soutenir la montée en puissance de la finance numérique dans tout le marché unique, notamment en favorisant le partage des connaissances entre pôles d'innovation et en facilitant les tests transfrontières dans le cadre de «bacs à sable» réglementaires.

Question n° 20: À votre avis (et d'après votre expérience, le cas échéant), quel est le principal avantage de la création, par une autorité de surveillance,


















a) d'un pôle d'innovation ou b) d'un «bac à sable» réglementaire, tel que définis ci-dessus?

- a) En France, dans le cadre du Forum Fintech ACPR-AMF, **un groupe de travail sur l'identification des personnes physiques et des personnes morales à distance** a été constitué avec les acteurs de place (secteur bancaire et financier, prestataires de service de vérification d'identité et autorités publiques concernées durant l'année 2019. **Son objectif était d'établir un diagnostic précis des difficultés** rencontrées par les établissements financiers lors de l'entrée en relation à distance avec leurs clients et **d'évaluer les solutions possibles** au regard des exigences pratiques propres à ce mode d'entrée en relation et des niveaux de sécurité requis compte tenu des risques de blanchiment et de financement du terrorisme. Les échanges entre les membres du groupe de travail ont débouché sur des solutions concrètes.
- b) Nous ne sommes pas favorables à la mise en œuvre de «*bac à sable*» qui nous semble comporter des risques et fausser le jeu de la concurrence

Question n° 21: À votre avis, comment les autorités compétentes de l'UE pourraient-elles renforcer la coordination entre les différents systèmes existant dans l'UE ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.

Promouvoir une convergence entre les autorités nationales pour la mise en place de pôles d'innovation et de «bacs à sable» d'innovation, en définissant des bonnes pratiques, ou des lignes directrices, supplémentaires						
Accroître la possibilité pour les entreprises de tester de nouveaux produits et activités en vue de leur commercialisation dans plusieurs États membres («tests transfrontières»)						
Sensibiliser davantage les acteurs du secteur						

Renforcer la coordination avec d'autres autorités que celles responsables du secteur financier (comme les autorités chargées de la protection des données et des consommateurs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promouvoir la création de pôles d'innovation, ou de «bacs à sable» d'innovation, spécialisés (par ex. dans une technologie précise, comme la chaîne de blocs, ou dans un domaine précis, comme la finance durable)	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Selon vous, par quels autres moyens les autorités compétentes de l'UE pourraient-elles renforcer la coordination entre les différents systèmes existant dans l'UE?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question 21.1 Le cas échéant, veuillez expliquer votre raisonnement, en donnant à chaque fois des exemples.

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 22: Dans l'UE, les prestataires de services financiers réglementés peuvent élargir leurs activités à l'ensemble du marché unique, grâce à des agréments adaptés et aux droits que leur confère le « passeport européen » .

Jugez-vous nécessaire, pour soutenir le développement de la finance numérique dans l'UE, d'étendre à d'autres domaines (comme l'octroi de prêts) les droits actuellement liés au système européen de passeport et d'agrément?

Assurer à tous les prestataires de services financiers qui souhaitent proposer leurs services dans l'ensemble du marché unique un accès ouvert et équitable aux infrastructures techniques nécessaires

(Il convient de noter que ce sujet est aussi abordé, du point de vue des paiements, dans la [consultation sur les paiements de détail](#)).

L'émergence de prestataires de services techniques pour la fourniture de services financiers offre des opportunités, mais comporte aussi des défis. D'une part, ces fournisseurs peuvent faciliter la fourniture de services transfrontières. D'autre part, ils peuvent dans certains cas limiter l'accès à la plateforme ou à l'interface des dispositifs concernés, ou fournir cet accès à des conditions déloyales et non transparentes. Certains États membres commencent à prendre des

mesures à cet égard.

Question n° 23: Selon vous, faut-il prendre des initiatives au niveau de l'UE, pour éviter une fragmentation du marché unique liée à des divergences entre les mesures nationales visant à garantir un accès non discriminatoire aux infrastructures techniques de fourniture de services financiers?

Veillez préciser les types de services financiers et d'infrastructures techniques pour lesquels cela serait pertinent, et le type d'initiatives potentielles de l'UE que vous jugeriez pertinentes et utiles:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Autonomiser et protéger les consommateurs et les investisseurs de l'UE qui souhaitent recourir à la finance numérique dans l'ensemble du marché unique

Le nombre croissant de nouveaux produits et services financiers numériques constitue, pour les consommateurs et les investisseurs de détail, une source d'opportunités, mais aussi de risques: s'ils bénéficient d'un plus grand choix, de plus de produits sur mesure et d'une plus grande facilité d'utilisation, ils risquent aussi de pâtir de mauvais conseils, de ventes abusives et d'un manque d'informations, voire de discriminations. Il est donc important de bien réfléchir aux moyens d'exploiter le potentiel de ces nouveaux produits, services et modèles d'affaires, tout en autonomisant et en

protégeant les utilisateurs finaux afin qu'ils puissent, en toute sécurité, accéder plus largement et dans tout le marché unique à un éventail plus diversifié de produits et de services innovants. À cet effet, il pourrait s'avérer nécessaire de réviser la législation existante pour assurer une prise en compte suffisante du point de vue des consommateurs. En outre, il peut être important de promouvoir l'éducation financière et l'acquisition de compétences numériques, afin que les consommateurs et les investisseurs de détail puissent exploiter au mieux les possibilités qu'offre la finance numérique et soient en mesure de sélectionner et d'utiliser différents outils numériques, tout en renforçant le potentiel de croissance du marché pour les entreprises.

Question n° 24: Selon vous, que faudrait-il faire au niveau de l'UE pour améliorer l'éducation et la culture financières dans le contexte numérique?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Garantir aux consommateurs et aux investisseurs de détail, au niveau de l'UE, un accès plus abordable aux données financières	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Encourager les autorités de surveillance à mettre en place des pôles (<i>hubs</i>) d'orientation pour guider les consommateurs dans le monde numérique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Organiser des campagnes paneuropéennes et mettre en place des pôles de conseil sur le numérique, afin de sensibiliser davantage les consommateurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Dresser un inventaire des bonnes pratiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promouvoir le recours aux services financiers numériques pour améliorer l'inclusion financière	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Introduire des dispositions sur l'éducation financière comparables à celles de l'article 6 de la directive sur le crédit hypothécaire, mais plus axées sur le numérique, dans d'autres propositions de réglementation financière de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Selon vous, que faudrait-il faire d'autre, au niveau de l'UE, pour améliorer l'éducation et la culture financières dans le contexte numérique?

En France, de nombreuses initiatives ont été prises en matière de culture financière et d'inclusion et d'éducation financière.

Nous pensons que ce type d'initiative doit rester du ressort de chaque Etat membre afin de tenir compte de la culture, de la langue et du contexte social et économique.

Question n° 25: Si vous pensez que des initiatives d'amélioration de l'éducation et de la culture financières ne suffisent pas à protéger les consommateurs dans le contexte numérique, quelles mesures supplémentaires recommanderiez-vous?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

III. Promouvoir un secteur financier fondé sur les données et bien réglementé

L'innovation fondée sur les données peut déboucher sur des services financiers de meilleure qualité et plus compétitifs pour les consommateurs et les entreprises, et sur une meilleure intégration des marchés des capitaux (comme l'a évoqué le forum de haut niveau dans ses travaux en cours). La finance a toujours été un secteur à forte intensité de données, mais les capacités de traitement des données se sont nettement améliorées ces dernières années, permettant ainsi d'effectuer des calculs parallèles rapidement et à moindre coût. L'on dispose aussi maintenant d'importants volumes de données, du fait de l'interconnexion croissante des ordinateurs et de leurs utilisateurs, et grâce à l'amélioration des capacités de stockage. Ces évolutions ont rendu possible l'utilisation d'applications de l'intelligence artificielle (IA) pour obtenir des prédictions moins coûteuses sur les résultats futurs. Dans le prolongement de la stratégie européenne en matière de données adoptée le 19 février 2020, les services de la Commission envisagent plusieurs mesures dans ce domaine (voir également la consultation parallèle sur la révision de la MiFID).

Question n° 26: Dans sa récente communication intitulée «Une stratégie européenne pour les données», la Commission propose des mesures visant à faire en sorte que davantage de données puissent être utilisées dans l'économie et la société, sans que ceux qui les génèrent en perdent le contrôle.

Selon vous, et en dehors aussi des points évoqués ci-dessous (questions 27 à 46), d'autres mesures sont-elles nécessaires pour promouvoir la mise en place dans l'UE d'un secteur financier fondé sur les données qui soit bien réglementé, et pour développer un espace européen commun de données pour la finance?

Il faut améliorer l'information à destination des consommateurs en les sensibilisant aux enjeux du GDPR et en particulier le partage et contrôle de leurs données.

Faciliter l'accès aux données publiques dans la finance

Les établissements financiers sont actuellement tenus de publier une masse importante d'informations financières, ce qui permet aux investisseurs, par exemple, de faire des choix plus éclairés. Ces données incluent notamment des informations financières et non financières, des informations prudentielles requises par la directive sur les exigences de fonds propres ou par Solvabilité II, des informations sur les marchés de valeurs mobilières, des documents d'information clés sur des produits d'investissement de détail, etc. Mais elles ne sont pas toujours faciles à obtenir et à traiter. Les services de la Commission réfléchissent aux moyens de faciliter encore l'obtention de données financières et prudentielles dont la législation impose actuellement la publication, par exemple en encourageant le recours à des normes techniques communes. Cela pourrait, par exemple, contribuer à la mise en œuvre d'autres politiques d'intérêt public, comme l'amélioration des possibilités de financement des entreprises européennes, grâce à une intégration accrue des marchés des capitaux, au renforcement de la transparence des marchés et à des mesures de soutien à la finance durable dans l'UE.

Question n° 27: Compte tenu du potentiel que représente, pour la finance, l'utilisation de données accessibles au public, dans quels domaines vous semblerait-il nécessaire de faciliter un accès intégré à ces données dans l'UE ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Données d'information financière de sociétés cotées	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Données d'information non financière de sociétés cotées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Données de PME	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informations prudentielles requises par la législation sur les services financiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informations sur les marchés de valeurs mobilières	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informations sur les produits d'investissement de détail	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autres						
--------	---	---	--	---	---	---

Veillez préciser dans quels autres domaines il serait nécessaire, selon vous, de faciliter un accès intégré aux données publiques dans l'UE:

Les données sur les PME sont souvent les données les plus difficiles à obtenir et exploiter.

Il nous semble que les données « accessibles et publiques » sur les réseaux sociaux pourraient être utilement exploitées afin de combler cette lacune.

A titre d'exemple, un accès aux données de tiers (plateformes de vente en ligne) pourrait faciliter la vérification du domicile : si celle-ci achète et reçoit régulièrement des commandes à son domicile, l'adresse récupérée pourrait ainsi être considérée comme vérifiée.

Dans le cadre du projet de [portail européen de transparence financière \(EFTG\)](#), la Commission évalue depuis 2017 les perspectives de recours à la technologie des registres distribués pour fédérer les bases de données et fournir via un point d'accès unique les informations utiles à ceux qui souhaitent investir dans des entreprises européennes cotées.

Question n° 28: Selon vous, quelles seraient les mesures nécessaires pour que ces données soient facilement utilisables dans toute l'UE?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Format normalisé (par exemple XML) et format lisible par machine	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Développement du portail européen de transparence financière, dans le but de fédérer les bases de données publiques existantes et de créer un point d'accès unique pour l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Interfaces de programmation d'applications pour accéder aux bases de données	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bases de données publiques de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Selon vous, quelles autres mesures seraient nécessaires pour que ces données soient facilement utilisables dans toute l'UE?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Un portail européen de transparence financière pourrait être envisagé dans le but de fédérer les bases de données publiques existantes et de créer un point d'accès unique pour l'UE.

Dans ce cas, une harmonisation des recommandations des autorités de protection des données est nécessaire sur ce point.

Accès aux données à caractère personnel et partage de données dans le secteur financier, sur la base d'un consentement

La Commission réfléchit aux moyens de permettre aux consommateurs, aux investisseurs et aux entreprises de maximiser les avantages que l'utilisation de leurs données peut apporter dans le secteur financier, dans le plein respect de nos normes et valeurs européennes, notamment des règles en matière de protection des données, de droits fondamentaux et de sécurité.

La révision de la directive sur les services de paiement a été une étape importante vers le partage et l'utilisation par les banques et prestataires tiers, avec la permission du client, de données pour la création de nouveaux services. Toutefois, ce nouveau cadre se limite aux données de paiement détenues par les prestataires de services de paiement; il ne s'applique pas à d'autres types de données, pertinentes pour les services financiers, qui sont détenues par d'autres entreprises, du secteur financier ou non. La Commission réfléchit actuellement à l'adoption, dans le domaine des services financiers, de mesures supplémentaires inspirées par le principe de la finance ouverte. Toute nouvelle initiative dans ce domaine reposerait sur le principe selon lequel les personnes concernées doivent avoir le contrôle total de leurs données.

Une amélioration de la disponibilité et de l'utilisation des données, par exemple grâce à de nouvelles technologies comme l'IA, pourrait en effet favoriser le développement de services innovants, au profit des consommateurs et des entreprises d'Europe. En même temps, le recours à des technologies dernier cri pourrait créer de nouveaux risques, qu'il conviendrait de circonscrire, comme indiqué dans la section I.

Question n° 29: À votre avis, sous quelles conditions les consommateurs seraient-ils prêts, pour obtenir de meilleures offres de produits ou de services financiers, à ce que des données qui les concernent et qui sont pertinentes pour ce type d'activité soient partagées avec d'autres prestataires de tels services?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Les consommateurs ne sont pas, par principe, opposés aux échanges de données opportuns avec d'autres prestataires de service. Des études menées récemment auprès de certains clients démontrent que l'expérience client, sa fluidité, sa simplicité et sa rapidité (facteur le plus déterminant), priment sur toute autre considération, et ce toutes générations confondues. Il est également primordial de rassurer le client sur l'usage qui est fait de ses données à caractère personnel (finalité, durée de conservation affichée, sécurité des données).

Les conditions d'échanges de données liées au consentement (pour la levée du secret bancaire, pour l'échange de données...) parce qu'elles sont lourdes et contraignantes (elles supposent la fourniture de nombreuses informations), rendent le parcours client plus difficile et plus long. De ce fait, les consommateurs peuvent être dissuadés de les poursuivre.

Il conviendrait de lever certaines de ces obligations afin de favoriser le partage d'informations dans des cas strictement encadrés.

Les consommateurs doivent en outre pouvoir conserver le contrôle de leurs données.

Question n° 30: À votre avis, quels pourraient être les principaux avantages de la mise en œuvre, dans l'UE, d'une politique en matière de finance o u v e r t e ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Davantage de services pratiques innovants pour les consommateurs/investisseurs (agrégateurs, comparateurs et outils de changement de prestataire)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Une baisse des prix des services traditionnels pour les consommateurs/investisseurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des gains d'efficacité pour le secteur, grâce à une automatisation accrue des processus (test d'adéquation pour les services d'investissement, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des opportunités commerciales pour les						

nouveaux entrants dans le secteur financier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
De nouvelles opportunités pour les prestataires de services financiers en place, y compris grâce à des partenariats avec des jeunes entreprises innovantes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un accès plus facile à des fichiers plus volumineux, ce qui faciliterait le développement de services dépendants des données	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un meilleur accès des investisseurs de détail aux marchés européens des capitaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un meilleur accès des petites entreprises au crédit	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Si vous voyez d'autres avantages à la mise en œuvre dans l'UE d'une politique en matière de finance ouverte, veuillez préciser lesquels, en expliquant pourquoi:

Question n° 31: À votre avis, quels pourraient être les principaux risques liés à la mise en œuvre, dans l'UE, d'une politique en matière de finance ouverte?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Problèmes de protection de la vie privée ou de sécurité des données à caractère personnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Exclusion financière	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Résultats peu satisfaisants pour les consommateurs (stratégies tarifaires déloyales, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Utilisation abusive des données financières des consommateurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Problèmes de confidentialité pour les entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Augmentation des risques informatiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Manque d'équité des conditions d'accès aux données pour les différentes activités du secteur financier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Si vous voyez d'autres risques liés à la mise en œuvre dans l'UE d'une politique en matière de finance ouverte, veuillez préciser lesquels, en expliquant pourquoi:

C'est selon certains de nos adhérents une prise de risque excessive

Question n° 32: Selon vous, quels garde-fous faudrait-il mettre en place pour atténuer ces risques?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 33: À votre avis, pour quels produits financiers spécifiques une politique en matière de finance ouverte offrirait-elle le plus d'avantages et d'opportunités ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Comptes d'épargne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Crédits à la consommation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Crédits aux PME	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prêts hypothécaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Produits d'investissement de détail (comptes de titres, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Produits d'assurance non-vie (automobile, habitation, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Produits d'assurance-vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Produits de retraite	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autres						
--------	---	---	--	---	---	---

Si vous considérez que d'autres produits financiers pourraient bénéficier d'une politique en matière de finance ouverte, veuillez préciser lesquels:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question 33.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 33, si nécessaire en donnant des exemples pour chaque catégorie de produit:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 34: Quelles seraient selon vous les données (à caractère personnel ou non) les plus pertinentes pour la mise au point de services de finance ouverte basés sur le consentement du client?

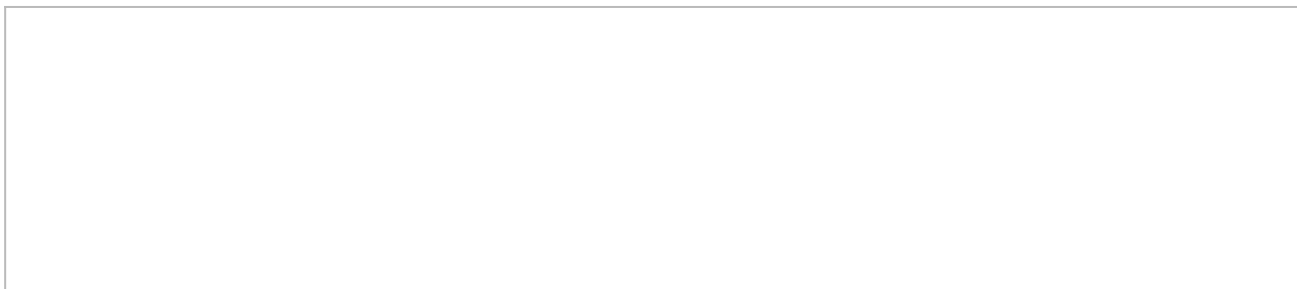
Dans quelle mesure prendriez-vous aussi en considération des données générées par d'autres services ou produits (énergie, commerce de détail, transports, médias sociaux, commerce électronique, etc.), pour autant qu'elles présentent un intérêt pour les services financiers et que les clients consentent à leur utilisation?

Veuillez expliquer votre raisonnement, en donnant un exemple pour chaque secteur.

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Certaines données générées par d'autres services (énergie, commerce de détail, transports, etc.) permettent un meilleur accompagnement numérique du client. Des documents ou données pourraient ainsi être collectés.



Question n° 35: Quels éléments faudrait-il prendre en considération pour la mise en œuvre d'une politique en matière de finance ouverte?

Veuillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Normalisation des données, formats de données	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Clarté quant aux entités concernées, et notamment quant aux seuils éventuellement applicables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Clarté quant aux modalités techniques d'obtention des données, et notamment quant à la possibilité de les partager en temps réel (via des API standardisées, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Clarté quant aux moyens de garantir le respect de toutes les exigences du RGPD et de la directive «vie privée et communications électroniques», et nécessité de garantir que les personnes concernées conservent le contrôle total de leurs données à caractère personnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Clarté quant aux modalités et conditions de partage des données entre prestataires de services financiers (commissions, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Interopérabilité entre secteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Clarté en ce qui concerne la manière dont les données partagées seront utilisées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Introduction dans la réglementation de l'UE d'une obligation de partage des données allant au-delà de la DSP2	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Si un partage obligatoire des données est envisagé, gratuité de leur mise à la disposition du destinataire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quels autres éléments faudrait-il prendre en considération pour la mise en œuvre d'une politique en matière de finance ouverte?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Encourager le recours à l'intelligence artificielle dans la finance

L'intelligence artificielle (IA) peut comporter des avantages considérables pour les citoyens et les entreprises de l'UE, et la Commission est déterminée à en encourager l'utilisation, grâce à des cadres et des investissements appropriés. Le livre blanc sur l'intelligence artificielle décrit en détail la conception qu'a la Commission d'une approche européenne du développement de l'IA en Europe.

Dans le secteur financier, les solutions basées sur l'IA et sur l'apprentissage automatique ont tendance à se généraliser sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Cela peut être bénéfique aussi bien pour les entreprises que pour les consommateurs. Du point de vue des entreprises, les applications d'IA qui renforcent les capacités prédictives peuvent se traduire par des économies immédiates, en améliorant l'analyse des risques ou en facilitant la segmentation des clients et la différenciation des prix des produits. Si ce résultat peut être obtenu, il pourrait se traduire, à moyen terme, par une meilleure gestion des risques et une rentabilité accrue. Et si l'IA a pour effet immédiat de réduire les coûts des entreprises, elle peut aussi, à mesure que les technologies prédictives gagneront en précision et en fiabilité, donner naissance à des modèles d'affaires plus productifs et à des stratégies concurrentielles entièrement nouvelles.

Du côté des consommateurs, le recours à des applications d'IA peut se traduire par un meilleur rapport qualité-prix des services financiers, par une personnalisation plus poussée voire, dans certains cas, par l'inclusion financière de consommateurs qui n'avaient pas accès à certains services. L'IA peut aussi être une source de risques nouveaux (opacité des décisions, biais, discriminations ou atteintes à la vie privée).

La Commission souhaite connaître l'avis des parties prenantes sur l'utilisation de solutions d'apprentissage par l'IA et d'apprentissage automatique dans le secteur financier, et notamment sur l'ensemble des opportunités et des risques qu'elle pourrait comporter, ainsi que sur les spécificités des différents secteurs (services bancaires, services d'assurance et services d'investissement).

Question n° 36: Votre entreprise met-t-elle déjà en production, dans l'UE, des services fondés sur l'IA?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 36.1 Si votre entreprise met déjà en production dans l'UE des services fondés sur l'IA, veuillez préciser pour quelles applications:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 37: Votre utilisation de l'IA se heurte-t-elle à des problèmes liés aux politiques publiques ou à la réglementation?

Votre entreprise s'est-elle abstenue de mettre en production des services fondés sur l'IA en raison d'exigences réglementaires ou d'une insécurité juridique?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 38: À votre avis, quels sont les domaines les plus prometteurs pour l'utilisation à moyen terme d'applications de l'IA dans le secteur financier, et quels sont les principaux avantages qu'elles peuvent apporter aux consommateurs et aux entreprises dans le secteur financier?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 39: Quels sont selon vous les grands défis ou risques que l'utilisation accrue de modèles fondés sur l'IA comportera probablement pour le secteur financier, pour les clients /investisseurs, pour les entreprises et pour les autorités de surveillance? Veuillez

noter chaque proposition de 1 à 5:

1. Secteur financier

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
1.1. Manque de clarté juridique concernant certaines règles horizontales de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
1.2. Manque de clarté juridique concernant certaines règles sectorielles de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
1.3. Manque de compétences pour développer de tels modèles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
1.4. Manque de compréhension et de supervision de la part des autorités de surveillance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
1.5. Risque de concentration	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
1.6. Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>





Veillez préciser quels autres grands défis ou risques l'utilisation accrue de modèles fondés sur l'IA comportera probablement, selon vous, pour le secteur financier:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

2. Consommateurs/investisseurs

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
2.1. Ignorance du fait qu'un algorithme est utilisé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.2. Manque de transparence quant au mode d'obtention du résultat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.3. Mauvaise compréhension du mode d'obtention du résultat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.4. Difficulté de contester un résultat donné	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.5. Biais et/ou profilage abusif	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.6. Exclusion financière	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.7. Manipulations comportementales basées sur des algorithmes (collusion et autres formes de coordination entre entreprises)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2.8. Atteintes à la vie privée						

						
2.9. Autre						

Veillez préciser quels autres grands défis ou risques l'utilisation accrue de modèles fondés sur l'IA comportera probablement, selon vous, pour les consommateurs/investisseurs:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

3. Autorités de surveillance

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
3.1. Manque d'expertise pour comprendre les modèles particulièrement complexes fondés sur l'IA utilisés par les entités soumises à la surveillance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3.2. Manque de clarté des exigences en matière d'explicabilité, pouvant conduire au rejet de ces modèles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3.3. Manque de coordination avec d'autres autorités (protection des données, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3.4. Biais	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3.5. Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez préciser quels autres grands défis ou risques l'utilisation accrue de modèles fondés sur l'IA comportera probablement, selon vous, pour les autorités de surveillance:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 40: À votre avis, quelles sont les meilleures solutions à ces n o u v e a u x p r o b l è m e s ?

Veillez noter chaque proposition de 1 à 5:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Nouvelles règles horizontales de l'UE en matière d'IA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nouvelles règles de l'UE pour le secteur financier en matière d'IA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Orientations au niveau de l'UE pour le secteur financier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Expérimentation d'applications spécifiques d'IA, sous le contrôle des autorités compétentes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Certification des systèmes d'IA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audit des systèmes d'IA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Enregistrement des systèmes d'IA et accès à ces systèmes						

pour les autorités de surveillance concernées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez préciser les autres solutions qui seraient, selon vous, les plus propres à résoudre ces nouveaux problèmes:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Profiter des avantages que l'innovation fondée sur les données peut apporter en matière de mise en conformité et de surveillance

Les outils de RegTech qui font leur apparition dans toute l'Europe peuvent être une source de gains d'efficacité substantiels pour le secteur financier. Par ailleurs, les autorités de surveillance nationales et européennes reconnaissent elles aussi les avantages qu'elles peuvent retirer des nouvelles technologies, la surveillance faisant une utilisation très intensive des données. Au vu des conclusions du bilan de qualité relatif aux exigences d'information prudentielle de l'UE, la Commission s'est déjà attelée à la définition de règles d'information prudentielle adaptées à l'avenir. S'appuyant sur la technologie de l'apprentissage automatique, elle a entrepris de répertorier toutes les définitions de concepts et obligations d'information contenues dans la législation de l'UE sur les services financiers, afin d'identifier les domaines nécessitant une standardisation plus poussée. La standardisation des définitions de concepts et des obligations d'information est en effet un préalable à l'utilisation de processus plus automatisés. En outre, la Commission évalue actuellement, au moyen d'une preuve de concept, les avantages et les inconvénients que pourraient comporter, en matière d'information prudentielle, des innovations récentes comme les dispositions législatives lisibles et exécutables par des machines. Au vu de de cette évolution des marchés, et sur la base de ces travaux, la Commission réfléchit à la nécessité de nouvelles initiatives au niveau de l'UE pour faciliter l'adoption de solutions de type RegTech ou SupTech.

Question n° 41: À votre avis, quels sont les principaux obstacles à l'essor de nouvelles solutions de RegTech sur le marché unique?

Veuillez noter chaque proposition de 1 à 5:

Fournisseurs de solutions de RegTech:

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Manque d'harmonisation des règles de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque de clarté concernant l'interprétation des exigences réglementaires (d'information, par ex.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Standardisation insuffisante	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Problème d'accès en temps réel aux données des établissements réglementés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'interactions entre entreprises de RegTech, établissements financiers réglementés et autorités	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence de guichet unique dans l'UE pour les entreprises de RegTech	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Modifications fréquentes des règles applicables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autres						
--------	---	---	--	---	---	---

À votre avis, quels sont les autres grands obstacles à l'expansion de nouvelles solutions de RegTech sur le marché unique?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Prestataires de services de paiement

	1 (pas pertinent)	2 (pas vraiment pertinent)	3 (avis partagé)	4 (assez pertinent)	5 (très pertinent)	S. O.
Manque d'harmonisation des règles de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque de confiance dans les solutions les plus récentes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence d'approche harmonisée de la RegTech dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

À votre avis, quels sont les autres grands obstacles au développement de nouveaux prestataires de services financiers sur le marché unique?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 42: À votre avis, des initiatives doivent-elles être prises au niveau de l'UE pour soutenir le déploiement de ces solutions, assurer une convergence entre les différentes autorités et permettre à la RegTech de se développer sur le marché unique?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas/sans avis/sans objet

Question 42.1 Veuillez expliquer votre réponse à la question 42, si nécessaire en exposant votre raisonnement et en fournissant des exemples:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 43: Quels éléments de la législation sur les services financiers serait-il le plus intéressant, selon vous, de traduire sous une forme exécutable par machine?

Veuillez préciser quels seraient les avantages et les risques potentiels d'une législation sur les services financiers exécutable par machine:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 44: La Commission travaille à une standardisation des définitions de concepts et des obligations d'information contenues dans l'ensemble de la législation de l'UE sur les services financiers.

Devrait-elle selon vous prendre d'autres initiatives pour promouvoir le passage à une approche entièrement numérisée de la surveillance en matière de services financiers?

Veuillez expliquer votre raisonnement, si nécessaire à l'aide d'exemples.

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 45: Quels sont les avantages et inconvénients potentiels d'un recours accru à une combinaison de données prudentielles et d'autres données accessibles au public (comme les données des médias sociaux) pour l'exercice concret de la surveillance?

Veuillez expliquer votre raisonnement, si nécessaire à l'aide d'exemples:

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

IV. Questions générales

Question n° 46: Comment le secteur financier de l'UE pourrait-il contribuer au financement de la transition numérique dans l'UE? Existe-t-il des obstacles spécifiques qui l'empêcheraient-il de contribuer à ce financement?

Des mesures spécifiques devraient-elles être prises à cet égard au niveau de l'UE?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Question n° 47: Des mesures spécifiques sont-elles nécessaires au niveau de l'UE pour faire en sorte que la transformation numérique du secteur financier européen s'opère de manière respectueuse de l'environnement?

5000 caractère(s) maximum

y compris les espaces et les sauts de ligne, suivant une méthode de comptage des caractères plus restrictive que celle employée par le logiciel MS Word.

Informations supplémentaires
